

Intervention sur le budget 2010 (Gérard)

Monsieur le Président, mes cher(e)s collègues,

Dans le contexte actuel, contexte budgétaire national terriblement dégradé, mais aussi contexte de crise, économique, de crise écologique, de crise sociale, où nos recettes sont soit menacées, soit en grande partie imprévisibles, la Communauté urbaine de Bordeaux s'en sort finalement pour l'instant relativement bien et garde le cap.

La bonne gestion financière de notre établissement y est pour beaucoup. Ainsi, dans ce budget 2010, nous relevons avec satisfaction la maîtrise des charges de fonctionnement et la diminution du volume d'emprunts du fait de l'année blanche faite en 2009 pour les emprunts nouveaux. Néanmoins, le volume des restes à réaliser demeure une question préoccupante sur laquelle nous devons porter notre effort.

En ce qui concerne les orientations politiques de ce budget 2010, ce qui importe, ce n'est pas tant la taille du parapluie, même si en l'occurrence le budget 2010 ouvre la voie à une nouvelle phase majeure d'investissements, que la manière dont on le tient. Et en la matière, le groupe des élus Verts est satisfait de l'effort significatif en faveur du réseau de transports en commun et de la 3^{ème} phase de développement du tramway. C'est pourquoi les élus Verts voteront ce budget.

Nous rappelons néanmoins qu'il nous faudra être vigilants et anticiper les besoins en terme d'aménagements qui ne manqueront pas de se faire jour dans le réseau existant, ceci afin de permettre à la nouvelle offre mise en place par Keolis en 2010 d'exprimer sa pleine potentialité. Ainsi, sans un effort significatif en faveur de l'aménagement de couloirs de bus notamment, le pari du nouveau réseau ne saurait être tenu et nous en serions les premiers responsables.

De même, nous alertons sur la nécessité de nous mettre en ordre de marche dès maintenant afin de préparer un éventuel passage en régie des services de l'eau et de l'assainissement, passage en régie à propos duquel, vous le savez, les élus Verts sont tout à fait favorables.

A l'heure où se tient à Copenhague l'un des rendez-vous les plus importants de l'histoire de la planète, il ne s'agit plus d'apporter une touche environnementale à des politiques qui continueraient de produire, comme hier, toujours plus de précarité et d'inégalités, sans se préoccuper des conséquences sur l'environnement. Comme tout à chacun, nous devons revisiter l'action de notre collectivité. Nous devons être sélectifs dans nos choix politiques et solidaires.

Il nous faut travailler à la recherche d'un "équilibre durable" pour notre agglomération et engager dès maintenant la décroissance des activités contribuant lourdement au réchauffement climatique. Ainsi, l'exigence d'une mobilité durable et faiblement émettrice de gaz à effet de serre doit nous inciter à définir des orientations politiques ambitieuses en faveur du développement des modes de déplacement doux notamment, et nous détourner de toute tentation de développement vers des projets dépassés de type développement des liaisons aériennes low cost.

Pour conclure, je dirai que les Etats réunis à Copenhague le savent bien : aucun pays ne tiendra ses engagements, que nous espérons les plus ambitieux possibles, sans l'engagement de ses

autorités locales. Aussi, pour répondre à l'urgence qui doit être la nôtre aujourd'hui, à savoir lutter contre le changement climatique, l'action des villes et des agglomérations doit être tournée, pleine et entière, vers une exigence de solidarité à l'égard des plus fragiles et des générations futures, et vers la prise en considération des enjeux environnementaux.

Je vous remercie de votre attention.

Gérard Chausset